CONSEIL COMMUNAL

PROCÈS-VERBAL N° 1/2020
SÉANCE DU 19 JUIN 2020 A 20H.00
AU CENTRE DES SPORTS DE VILLARS

En raison de la pandémie de la COVID-19 et afin de respecter les mesures sanitaires émises par Office fédéral de la santé publique et le Canton de Vaud, la tenue de la séance a dû être déplacée au Centre des Sports de Villars. Sur deux courts de tennis les sièges des Conseillères et Conseillers ont été placés à 2 mètres de distance. Le Bureau et le Collège municipal sont placés face à l'Assemblée à même distance les uns des autres. Le traçage des membres de l'Organe délibérant et de l'Exécutif est validé par la liste des présences. Celui du public et des journalistes est effectué via un formulaire que chaque personne a complété de ses nom, prénom, adresse complète et numéro de téléphone.

A l'entrée de la salle, la désinfection des mains et le port de protections pour les chaussures sont obligatoires. Des masques et des gants sont également à disposition de ceux qui le souhaitent.

Une fois dans la salle, les membres du Législatif se dirigent directement à leur place où ils trouvent une bouteille d'eau et différents documents préparés pour les délibérations.

En préambule, Mme la Présidente Janique BONZON invite l'Assemblée à limiter ses déplacements et à ce que les échanges verbaux se fassent dans le respect de la distanciation.

D'autre part, la salle n'étant pas sonorisée, les intervenants sont priés de s'exprimer d'une voix forte.

Après toutes ces recommandations, Mme la Présidente ouvre la séance et fait procéder à l'appel des Conseillères et Conseillers. 62 répondent présents, 4 sont excusés, il y a trois absences sans excuse et 1 personne démissionnaire.

Mme la Présidente demande à l'Assemblée de se lever pour observer une minute de silence en hommage au décès de la maman de M. Roberto VALTERIO, à celui de la maman et grand-maman de MM. Pascal et Mathieu JOURDAIN ainsi que pour celui de la grand-maman de M. Pascal POUSAZ.

1. Adoption de l'ordre du jour

En ce qui concerne l'ordre du jour, Mme la Présidente annonce le retrait du point 7 relatif au traitement de la requête de la Commune de Crans-près-Céligny quant à la reprise totale de la facture sociale par le Canton. Par ailleurs, déjà annoncé par un communiqué de presse, elle rappelle que le préavis 2020 / 01 - VILLARS – ECA

5139 – Centre des Tennis - Réaménagement des tennis avec mise en place d'un centre de loisirs est reporté.

Par ailleurs, Mme la Présidente annonce le dépôt d'une interpellation par Mme Stéphanie GENOUD qui sera intercalée avant les propositions individuelles qui figurent maintenant au point 17 de l'ordre du jour.

Mme la Présidente Janique BONZON soumet ces modifications à l'Organe délibérant, qui, à main levée, les accepte. L'ordonnancement des points à traiter est ainsi le suivant :

1. Approbation de l'ordre du jour
2. Communications du Bureau du Conseil
3. Approbation du procès-verbal de la séance du 13 décembre 2019
4. Assermentation d'un nouveau Conseiller
5. Nomination d'un/e délégué/e au sein du Conseil intercommunal de la Police du Chablais vaudois
6. Détermination du nombre de Conseillers et Municipaux pour la législature 2021-2026
7. *Point retiré (Traitement de la requête de la Commune de Crans-près-Céligny quant à la reprise totale de la facture sociale par le Canton)*
8. Gestion 2019 : Rapport de la Commission de gestion (CoGe)
9. Vœux et souhaits de la CoGe 2019 et réponses de la Municipalité
10. Comptes 2019 : Rapport de la Commission des Finances
11. *Préavis N° 2020 / 01 : Reporté*
    Préavis N° 2020 / 02 : Remplacement de conduites de distribution d'eau potable et de défense incendie, des collecteurs d'eaux claires et usées à Chesières, aux chemins du Carroz, du Crêt de la Prairie et des Chavasses
    Rapports des Commissions
12. Nomination de la CoGe 2020 / 2021
13. Communications municipales
14. Renouvellement du Bureau du Conseil
15. Proposition du Conseiller Quentin RACINE relative aux jetons de présence
16. Interpellation de Mme Stéphanie GENOUD intitulée « Sécurité des piétons pour atteindre la gare de St-Triphon Village »
17. Propositions individuelles

2. Communications du Bureau du Conseil

Mme la Présidente annonce que la Course du Conseil est repoussée au 5 septembre prochain. Elle se déroulera dans la région des alpages de Conche. Le programme sera envoyé en temps voulu.

3. Adoption du procès-verbal de la séance du 13 décembre 2019

Mme la Présidente demande si la lecture du procès-verbal du 13 décembre 2019 est souhaitée et si une rectification doit lui être apportée. Aucune intervention n'étant sollicitée, Mme BONZON le soumet à l'approbation du Législatif qui l'accepte à main levée.

4. Assermentation d'un nouveau Conseiller

Pour le remplacement de M. Alain BURNIER démissionnaire au 31 décembre 2019, le parti socialiste propose M. Sylvain PELLET et ce conformément à la liste des viennent-ensuite issue des élections communales du 28 février 2016.

Mme la Présidente demande à l'Assemblée de se lever et procède, selon le cérémonial d'usage, à la prestation de serment de M. Sylvain PELLET, domicilié à Ollon.

5. Nomination d'un/e délégué/e au sein du Conseil intercommunal de la Police du Chablais vaudois

M. Alain BURNIER démissionnaire du Législatif était également membre du Conseil référencé en titre. Il y a donc lieu de pourvoir à son remplacement. Ainsi, le parti socialiste propose M. Robert SCULATI.

L'Assemblée valide cette nomination par acclamation.

6. Détermination du nombre de Conseillers et Municipaux pour la législature 2021-2026

Conformément à l'art. 17 de la Loi sur les Communes, il y a lieu que le Législatif se détermine sur le nombre de ses représentants pour la prochaine législature 2021-2026.

Préalablement à cette séance, chaque Président a reçu un courrier électronique l'invitant à débattre de ce point au sein de son parti, afin de se positionner sur le fait de maintenir ou non le nombre de 70 conseillers.

Il est indiqué que, en regard des 7'713 habitants recensés au 31.12.2019 (résidences principales), l'Organe délibérant d'Ollon doit compter entre 50 et 85 membres.

D'autre part, il est rappelé que, par sa communication datée du 9 septembre 2019, diffusée lors de la séance du 11 octobre 2019, l'Exécutif suggérait de maintenir le statu quo, soit 70 Conseillers communaux et 7 membres au Collège municipal (article 47 LC + 148 Cst-VD).

Forte de ce qui précède, Mme la Présidente appelle un à un les Présidents afin qu'il communique la position de leur parti :

- M. Laurent PARIS, pour les PLR, indique que le statu quo est préconisé

- M. Florian DAVEN, indique que la tendance du parti Socialiste et + va dans le sens d'une diminution du nombre de Conseillers mais il s'en remet à la volonté de l'Assemblée.

- M. Daniel DURGNAT, pour le parti UDC, préconise le statu quo.

- M. Stéphane COSANDEY, pour le parti des Verts, se positionne également en faveur du statu quo.

Mme la Présidente soumet donc au vote la proposition de maintenir le nombre de 7 Municipaux et 70 Conseillers communaux pour la prochaine législature.

A main levée par 51 oui, 10 non et 1 abstention

LE CONSEIL COMMUNAL D'OLLON

- considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour

DÉCIDE

Pour la législature 2021/2026

- **de maintenir à 7** le nombre de Municipaux
- **de maintenir à 70** le nombre de Conseillers Communaux

7. Gestion 2019 : Rapport de la Commission de gestion

La lecture du rapport de la Commission de gestion est donnée par son Président M. Bernard HUBER. Chaque Conseiller ayant reçu ce document avec les comptes communaux, il est considéré que chacun a pu en prendre connaissance avant la séance. Partant de ce principe, seules l'introduction et les conclusions sont lues.

En vertu du règlement du Conseil et de son article 115 et fort du rapport de la Commission de gestion, Mme la Présidente ouvre la discussion sur la gestion de la Municipalité sur l'exercice 2019.

La parole n'étant pas demandée, Mme la Présidente soumet, non pas le rapport, mais la gestion de la Municipalité au vote du Législatif. Celle-ci est acceptée, à main levée, par 61 oui et une abstention.

8. Vœux et souhaits de la CoGe 2019 et réponses de la Municipalité

Mme la Présidente Janique BONZON demande à M. Bernard HUBER de donner lecture des vœux et souhaits de la Commission de gestion et à M. le Syndic Patrick TURRIAN d'apporter les réponses de la Municipalité.

Le traitement des réponses n'a soulevé aucune intervention et la parole n'est pas demandée avant le vote unanime et favorable de l'Assemblée.

9. Comptes 2019

Mme la Présidente demande au rapporteur de la Commission des finances de rejoindre le pupitre pour lire son rapport.

M. Gilbert FREYMOND, Président de la Commission des finances, donne lecture de son rapport qui, à l'unanimité des membres présents de ladite commission, recommande au Législatif d'adopter les comptes communaux de l'année 2019 établis par le Service des finances et d'en donner décharge aux Organes responsables.

Mme la Présidente informe que la discussion est ouverte et que l'étude des comptes va être entreprise. Sauf avis contraire d'un Conseiller, elle indique que seules les têtes de poste et leur intitulé seront lus. Les interventions pourront se faire au fur et à mesure de l'énumération et elle demande à ce que le numéro du poste soit clairement mentionné.

Avant de commencer cette lecture, M. le Syndic demande la parole afin de remercier le Boursier et son Service pour avoir permis de présenter les comptes au 30 juin, malgré la période de semi-confinement découlant de la pandémie de la COVID-19. Il a adresse également des remerciements au Greffe municipal qui a mis en page la nouvelle présentation, tirée directement du programme comptable. M. le Syndic souligne également que ce document a été imprimé par une petite entreprise de Chesières à de meilleures conditions que celles d'une grande imprimerie régionale.

Mme la Présidente débute la lecture des comptes :

Compte 160 - TOURISME
Poste 160.3050.00 – Cotisations assurances accidents/maladie

M. Robert SCULATI demande pourquoi cette dépense de Fr. 21'382.60, qui est à son avis prévisible, n'a été budgétée qu'à hauteur de Fr. 4'900.-- ?

M. le Municipal Jean-Christophe LACK répond qu'il s'agit d'une nouvelle répartition comptable qui est intervenue entre temps. Celle-ci permet de répartir les charges du personnel sur tous les Services concernés, ce qui n'était pas le cas jusqu'à maintenant. Cela permet plus de justesse dans les comptes respectifs.

M. le Boursier Pierre VIGOLO, explique qu'en 2018 le programme comptable a été changé. Avec le nouveau, il est possible de faire des répartitions selon une nouvelle systématique. Il rappelle que dans le compte 160, il n'y a pas de personnel directement engagé. Les collaborateurs qui travaillent pour le tourisme sont rattachés aux Services Voirie, Forêts et Finances. Jusqu'à l'année dernière, la partie de la Caisse maladie était imputée à ces Centres de Frais. Avec le nouveau programme, elle peut être répartie directement où les personnes travaillent. Cependant, le décalage qui apparaît aujourd'hui entre les comptes 2019 et le budget y relatif est dû au fait que celui-ci a encore été élaboré sous l'ancien mode comptable.

Compte 160 - TOURISME
Poste 160.3066.00 – Indemnités repas

M. Robert SCULATI demande à quoi correspond cette dépense.

M. Jean-Christophe LACK répond qu'il s'agit des indemnités de repas des collaborateurs du Service Forestier, réparties selon le système décrit précédemment.

Compte 320 - FORETS
Poste 320.3185.00 – Honoraires et expertises

Au vu du commentaire de ce compte, M. Patrick VIRET demande si l'enlèvement des scories n'aura pas besoin d'être réalisé ?

M. le Municipal Alain DERIAZ répond qu'il était prévu de provisionner un certain montant pour assainir les 7 km de chemins forestiers qui avaient été recouverts par des scories de la SATOM dans les années 80. La méthode de procéder à ces travaux n'était pas clairement définie et des directives/instructions du Canton étaient attendues pour contrôler si, dans les alpages et les forêts, les eaux de ruissellement qui traversaient ces scories étaient polluées. Des analyses ont été effectuées et, par mesure de précaution, toutes les sources privées ont été raccordées sur le réseau d'eau communal. Finalement, suite aux analyses pratiquées, il s'est avéré que ces scories, posées il y a 30-40 ans, ne dégageaient plus de toxicité. Le problème est donc clos et le montant budgété n'a, par conséquent, pas été utilisé.

Poste 320.4355.00 – Ventes de bois

Aux commentaires de ce compte expliquant les raisons d'une vente de bois inférieure aux prévisions, M. Robert SCULATI relève qu'il est mentionné *« une diminution des ventes de bois de feu certainement en raison du prix de vente au m³ de la concurrence »*. Il demande dès lors, ce qui va être entrepris pour y remédier et si la Commune va devoir baisser ses prix.

M. Alain DERIAZ répond qu'il se vend chaque année env. 260 stères de bois qui sont soit livrés soit pris sur place. Cela engendre un revenu de Fr. 47'000.--. Cependant, le temps consacré par les collaborateurs de la Forêt rend l'opération déficitaire. Pour cette raison et au vu des nombreuses besognes qui incombent à son Service, le Garde forestier a récemment proposé de confier la vente de bois de chauffage (coupe débit et livraison) à de petites entreprises locales. Des négociations sont en cours avec différents privés qui seraient intéressés à reprendre ce mandat dans le cadre d'un partenariat Commune/privé.

M. Robert SCULATI demande si une information figurera sur le site communal afin de renseigner les personnes qui souhaiteraient commander du bois ?

M. Alain DERIAZ répond par l'affirmative.

Compte 330 - VIGNES

M. Stéphane COSANDEY remercie la Municipalité pour la réponse qu'elle a apporté à son souhait, émis lors du Conseil communal du 13 décembre 2019, d'obtenir un point de situation à propos de la vigne communale et plus particulièrement de ses coûts, ces derniers suscitant un questionnement au sein de la Commission des finances. Des explications, très complètes et détaillées ont été envoyées par courrier électronique aux Conseillers, le 13 juin dernier. Il y est notamment récapitulé les résultats des comptes de 2012 à 2019 ce qui a permis à M. COSANDEY de faire un peu d'arithmétique qui l'a amené à constater que le coût total à charge de la Commune pour ces années représentait une somme de Fr. 158'349.40, soit une moyenne annuelle

de Fr. 19'793.--. Ces frais englobent une consommation de 600 bouteilles par an qui sont servies lors des réceptions officielles organisées par la Municipalité ou offertes aux sociétés locales pour leurs manifestations, leurs assemblées générales ou encore parfois au terme des commissions des finances ou de gestion. Selon ses calculs, M. COSANDEY arrive à un prix de revient de Fr. 37.70 la bouteille. Au vu de cela, il se dit reconnaissant envers la Municipalité de laisser occasionnellement les Conseillers, accéder au cellier pour boire ce grand cru. Selon ses dires *« ils l'apprécieront d'autant plus maintenant qu'ils en connaissent le prix »*.

Compte 430 - TRAVAUX
Poste 430.3124.10 – Consommation carburants

M. Patrick VIRET s'étonne de l'écart qu'il y a entre les comptes 2018 et 2019.

M. le Municipal Philippe PASTOR répond qu'il s'agit d'une erreur car pour 2018 il a été additionné un montant Fr. 2'151.-- au lieu de Fr. 21'151.--.

Compte 435 - NEIGE
Poste 435.3136.00 – Achats de fournitures pour véhicules
et Poste 435.3188 – Transports

Madame Catherine FLÜTSCH aimerait savoir pour quelles raisons les dépenses de ces postes sont le double de celles prévues au budget et surtout pourquoi il n'y a pas d'explications.

M. le Municipal Philippe PASTOR répond qu'en ce qui concerne le compte 435.3136, il y a eu plus de dommages que la moyenne sur les véhicules car ceux-ci ont été beaucoup sollicités pendant les premiers mois de l'hiver 2019 à cause des importantes précipitations neigeuses durant cette période. Il souligne que les comptes vont du 1er janvier au 31 décembre et qu'il ne faut donc pas se focaliser sur la dernière saison hivernale qui a été clémente. Pour ce qui est des transports de neige, comme dit précédemment, celle-ci est tombée en abondance durant l'hiver 2018/2019 et forcément les coûts liés au déneigement sont conséquents. M. le Municipal indique encore que pour être plus efficient dans le dégagement des rues de la station, il a été mis en place un système avec 2 fraiseuses pour le chargement des camions. Il a donc fallu avoir recours à plus de personnel.

Mme Catherine FLÜTSCH indique que la réponse lui convient mais elle fait remarquer que pour les Conseillers il est difficile de comprendre sans avoir d'explications. Elle réitère le vœu qu'elle avait fait l'année dernière afin que lorsqu'il y a de gros écarts entre le budget et les comptes il y ait systématiquement une explication.

M. le Municipal Philippe PASTOR prend acte de la remarque.

Compte 501 – Administration des Ecoles
Poste 3189.00 – Frais divers

Mme Caroline GANZ s'étonne que le commentaire lié à ce poste indique : *« Le dépassement de ce compte par rapport au budget est dû au renouvellement de 84 antennes Wifi qui n'avaient pas été budgétées »* si elle se réfère au préavis 2018/07 - BATIMENTS SCOLAIRES Modernisation du réseau Wifi, adaptation des installations techniques et travaux divers.

Mme la Municipale Sally-Ann JUFER répond qu'il s'agit en fait du renouvellement des abonnements au réseau Wifi. L'intitulé n'est ici pas adapté.

Compte 612 – Signalisation routière
Poste 612.

Mme Catherine FLÜTSCH constate qu'il y a une assez forte augmentation des dépenses prévues pour la signalisation routière. Elle espère que cela sera aussi le cas l'année prochaine pour que la Commune puisse honorer la réponse qui a été apportée à son postulat du 23 juin 2017 intitulé « pour des routes sûres à Antagnes ». Pour rappel, celui-ci demandait la pose de signalisation et d'aménagements routiers dans le village pour assurer la sécurité de tous, y.c. des piétons. Constatant que peu de choses avaient été entreprises, Mme la Conseillère en avait parlé au Conseil de décembre 2019 et promesse lui avait été faite que le dossier allait être relancé. Elle espère que passé l'épisode de la pandémie cela se réalisera.

Par la voix du Municipal Jean-Luc CHOLLET, en charge de ce dicastère, il est pris note de cette intervention.

Arrivée au terme de son énumération, Mme la Présidente demande si quelqu'un veut encore s'exprimer.

Mme la Municipale Sally-Ann JUFER souhaite revenir sur le commentaire de M. Stéphane COSANDEY à propos de la vigne communale et en particulier sur la manière de calculer le coût des bouteilles.

En effet, Mme la Municipale ne partage pas cette analyse. Elle concède que l'on peut considérer que la vigne coûte mais elle met en évidence les revenus qui proviennent de la vente du raisin qui n'est pas vinifié. A son avis, ce sont les frais de vinification qui sont d'env. Fr. 5'000.-- qui doivent entrer dans le calcul du coût des 600 bouteilles. Si effectivement, aux alentours de 2014, la bouteille de vin revenait, à env. Fr. 29.--, Mme JUFER assure qu'aujourd'hui son coût est de Fr. 9.80. Elle souligne que seuls 500 litres sont vinifiés, le solde de la vendange étant revendu à l'Association viticole. Elle ne comprend pas le calcul fait par M. COSANDEY.

M. le Conseiller explique qu'il a simplement pris la différence entre les charges et les revenus et qu'il a divisé cette somme par le nombre de bouteilles pour déterminer le prix de revient du flacon produit pour la Commune. Il souligne par ailleurs que les charges sont supérieures aux revenus.

Mme la Municipale maintien qu'elle ne partage pas la même vision pour calculer ces coûts.

A la page 156, au sujet du rapport des comptes de la Police du Chablais Vaudois, M. Dominique DIETRICH constate que les chiffres des comptes 602 et 603 sont identiques mais que la somme totale des revenus ne correspond pas à l'addition de ces montants. Il y a un écart d'env. 600'000.--.

M. le Municipal Jean-Luc CHOLLET répond qu'effectivement une coquille s'est glissée au moment de la retranscription des chiffres dans ce document et qu'il y a lieu de corriger le montant du compte 603 à Fr. 158'508.05. Il précise que la validation des comptes de l'EPOC a été effectuée sur la base des documents originaux exempts de cette erreur.

M. le Syndic Patrick TURRIAN prend la parole pour expliquer à l'Assemblée que le Greffe reçoit les comptes de toutes les Associations et de toutes les sociétés où la Commune est partenaire ou actionnaire, dans un format qui leur est propre. Pour avoir une présentation qui soit uniforme pour le document des comptes, il retape tous ces rapports et c'est de là que peut se glisser une coquille. M. le Syndic indique qu'il a été décidé que dorénavant il y aurait une relecture supplémentaire par deux autres personnes pour éviter ce genre d'erreur.

La parole n'étant plus demandée, Mme la Présidente, relit les conclusions et, en vertu des rapports des Commissions de gestion et des finances ainsi que des Comptes 2019, les soumet au vote du Législatif.

Ainsi, à main levée par 61 oui et une abstention

LE CONSEIL COMMUNAL D'OLLON

- ayant pris connaissance des Comptes 2019 présentés par la Municipalité
- ayant entendu le rapport de la Commission des finances
- considérant que cet objet a été porté régulièrement à l'ordre du jour

DÉCIDE

D'ADOPTER les comptes 2019 établis par le Service des finances communales et de donner décharge aux organes responsables de leur établissement.

Au nom de la Municipalité, M. le Syndic remercie l'Assemblée pour l'acceptation des comptes communaux 2019. Par ailleurs, il indique les Fr. 500'000.-- octroyés à la réserve « pandémie » seront dévolus à des actions de soutien menées dans le cadre de celle de la COVID-19. Cela permettra d'aider l'économie locale durement touchée et de mettre en place différentes opérations d'aides pour passer au mieux ce mauvais cap. M. TURRIAN informe le Législatif que la Municipalité ne présentera pas de préavis par rapport à ces dépenses. Celles-ci seront détaillées dans les comptes 2020 au Centre de Frais correspondant à cette réserve. En effet, M. le Syndic explique qu'il est aisé de comprendre qu'il ne soit pas possible de présenter de préavis puisque dans les circonstances actuelles il y a lieu d'être réactif et que les actions menées doivent l'être très rapidement. Grâce au montant validé ce soir, cela conforte la Municipalité à poursuivre dans cette mouvance.

11. Préavis N° 2020 / 01 : VILLARS – ECA 5139 – Centre des Tennis - Réaménagement des tennis avec mise en place d'un centre de loisirs

Le traitement de ce préavis a été reporté. Une information par le biais d'un communiqué de presse, daté du 8 juin 2020, a été envoyée par courrier électronique aux membres de l'Organe délibérant.

Ce communiqué est annexé au présent procès-verbal et en fait partie intégrante.

11. Préavis N° 2020 / 02 : Remplacement de conduites de distribution d'eau potable et de défense incendie, des collecteurs d'eaux claires et usées à Chesières, aux chemins du Carroz, du Crêt de la Prairie et des Chavasses

Le rapport de la Commission technique chargée d'étudier ce dossier a été rédigé par Mme Mélodie MORET qui en donne lecture. Ses conclusions corroborent celles du préavis municipal et ce à l'unanimité des membres de ladite commission.

La lecture du rapport de la Commission des finances est donnée par M. Robin PERRIN. A l'unanimité de ses membres présents, celle-ci ratifie également les conclusions du préavis municipal.

La discussion est ouverte mais la parole n'est pas demandée. Mme BONZON passe donc à la relecture des conclusions du préavis et les soumet au vote.

A main levée et à l'unanimité,

LE CONSEIL COMMUNAL D'OLLON

- ayant pris connaissance du préavis de la Municipalité n° 2020/02
- ayant entendu le rapport de la Commission chargée de son étude
- ayant entendu le rapport de la Commission des finances
- considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour

DÉCIDE

1. d'**AUTORISER** la Municipalité à entreprendre les travaux proposés pour un montant total de **Fr. 1'528'000.--,**

2. de lui **ACCORDER** à cet effet, à hauteur des travaux nets (subventions et participations de tiers déduites), le crédit nécessaire par le recours à l'emprunt bancaire dans le cadre du dernier plafond d'endettement voté (sous déduction de l'impôt préalable),

3. d'**AMORTIR** l'investissement au cours de son exécution, par les réserves du Service des Egouts et Epuration et du Service des Eaux, par un prélèvement total de **Fr. 1000'000--** via le compte 460.3320.00 et de **Fr. 200'000.--** via le compte 810.3320.00.

4. d'**AMORTIR** l'investissement net, après déduction du prélèvement aux réserves, la première année qui suit la fin des travaux et cela durant une période de 30 ans, par les comptes 460.3310.00 et 810.3310.00

12. Nomination de la Commission de gestion 2020 / 2021

Dans le cadre de la nomination de la Commission de gestion 2020/21 et afin de respecter les mesures sanitaires liées à la pandémie de la COVID-19, il a été demandé à chaque Président de communiquer à l'avance le nom des candidats pressentis pour siéger au sein de ladite commission. La liste des personnes proposée a été préparée par le Bureau et elle a été déposée à la place de chaque Conseiller. Dans le but de faciliter le processus d'élection en évitant les contacts, il a été demandé et

obtenu l'aval de la Préfète afin que cette élection puisse être validée par acclamation, selon la liste remise, le nombre de candidat-e-s ne dépassant pas celui des 9 membres qui doivent composer la Commission de gestion. Celle-ci s'organisera elle-même pour déterminer sa présidence. Ainsi, sont élus par acclamation :

Mme Annick BONZON ANNER (PLR)
M. Raphaël COSSETTO (PLR)
M. Bernard HUBER (PLR)
M. Dominique ROUX (PLR)
Mme Cécile AMATEIS (PS+)
Mme Diane MORATTEL (PS+)
M. Alain BAUDY (UDC)
M. Olivier DUBI (UDC)
M. Emmanuel ESPTOPPEY (LES VERTS)

13. Communications municipales

M. le Syndic rappelle que 3 communications municipales ont été envoyées avant la séance de ce soir. Il s'agit des intitulées suivantes :

1. « Vignes communales »
2. « Aussi vite de possible mais aussi lentement que nécessaire... »
3. « Projet de gravière à Ollon »

Les communications ci-après sont lues devant l'Assemblée :

1. par M. le Municipal Alain DERIAZ, la communication municipale intitulée « Chlorothalonil situation dans la Commune d'Ollon ».
2. par M. le Municipal Alain DERIAZ, la communication municipale intitulée « Concept énergétique – réponse à l'interpellation de M. Stéphane COSANDEY ».
3. par Mme la Municipale Sally-Ann JUFER, la communication municipale intitulée « Association Alpes vivantes, quésaco ? ».
4. par M. le Syndic Patrick TURRIAN, la communication municipale intitulé « Antenne de téléphonie 5G et clocher d'Ollon ».

Ces informations sont annexées au présent procès-verbal et en font partie intégrante.

14. Renouvellement du Bureau du Conseil

Conformément à l'article 22 du règlement du Conseil, Mme la Présidente procède au renouvellement du Bureau. Celui-ci s'effectue selon le tournus établi en début de Législature quant à la représentativité des partis. Comme pour la Commission de gestion et pour les mêmes motifs, cette élection se fait par acclamation, selon la liste préparée préalablement à la séance, selon les instructions reçues de chaque groupe politique. Sont élus :

Président	:	M. Manuel DULEX (LES VERTS)
1ère Vice-Présidente	:	Mme Céline PINI (PS+)
2ème Vice-Président	:	M. Romain BALMER (PLR)
Scrutateurs	:	M. Harald CROPT (PLR)
	:	M. Philippe RUCHET (UDC)
Scrutatrices suppléantes	:	Mme Marie OULEVEY CIOMPI (LES VERTS)
	:	Mme Denise PASTOR (UDC)

15. Proposition du Conseiller Quentin RACINE relative aux jetons de présence

En préambule au traitement du sujet, Mme la Présidente rappelle les faits suivants : en date du 7 février 2020, faute de matière à traiter, le Conseil du 27 mars a été annulé. Il était alors annoncé que la séance était reportée au 8 mai 2020. A son tour, celle-ci a dû être annulée mais cette fois en raison de la pandémie.

Malgré l'enthousiasme du Conseiller Quentin RACINE sur les réseaux sociaux qui parlait d'un versement de Fr. 7'000.-- à une organisation caritative, Mme la Présidente rappelle qu'il est ici question de décider du sort des jetons de la séance annulée durant la pandémie correspondant à un montant de Fr. 3'500.--, conformément à la demande du prénommé datée du 14 mars 2020.

Le Bureau du Conseil propose que ce montant soit versé aux Cartons du Cœur gérés par l'Association de l'Entraide familiale d'Ollon.

Mme la Présidente invite M. Quentin RACINE à présenter sa proposition.

Ainsi M. le Conseiller considère qu'il s'agit d'un modeste geste de solidarité proposé aux Conseillers mais qui serait appréciable pour les potentielles organisations caritatives qui en seraient les destinataires. Il reconnaît que son enthousiasme sur les réseaux sociaux était un peu prématuré mais sa proposition de faire don des jetons de présence de la précédente séance, permettrait, selon lui, de donner un joli coup de pouce. Dans son élan, M. RACINE propose que les jetons de la séance de ce soir soient également cédés et ainsi le montant de Fr. 7'000.-- serait bel et bien atteint. Il pense que chacun est impliqué auprès d'une association et que ce serait un geste de solidarité appréciable de la part du Législatif dans une période où les Exécutifs sont très impliqués et sollicités.

Mme la Présidente invite l'Assemblée à se prononcer sur la proposition de verser les jetons de la séance annulée du 8 mai dernier aux Cartons du Cœur gérés par l'Association familiale d'Ollon. Pour ce qui est des jetons de ce soir, elle propose que les Conseillères et Conseillers qui veulent céder leur rétribution complètent le listing préparé à cet effet par le Bureau.

Les membres du Législatif acceptent à l'unanimité moins une abstention, la proposition de faire don des jetons de la séance du mois de mai annulée et à l'unanimité le choix du bénéficiaire évoqué précédemment.

En ce qui concerne les jetons de présence de ce soir, M. Dominique DIETRICH propose que ce soit plutôt les Conseillers qui ne veulent pas céder leurs jetons qui s'annoncent auprès de la Secrétaire, ce qui lui semble plus simple.

M. le Conseiller RACINE est remercié par la Présidente pour sa proposition.

Il est ainsi formellement validé que

LE CONSEIL COMMUNAL D'OLLON

- considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour

DÉCIDE

- de reverser l'intégralité des jetons de présence des Conseillers communaux relatifs à la séance annulée du 8 mai 2020
- de reverser les jetons de présence des Conseillers communaux relatifs à la séance du 19 juin 2020, pour ceux qui le souhaitent, selon liste annexée.

16. Interpellation de Mme Stéphanie GENOUD intitulée « Sécurité des piétons pour atteindre la gare de St-Triphon Village »

Mme la Présidente invite Mme la Conseillère Stéphanie GENOUD à présenter son interpellation dont le texte est reproduit ci-après :

« Sécurité des piétons pour atteindre la gare de St-Triphon Village

Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les Conseillères et Conseillers, Madame et Messieurs les Municipaux,

Les personnes désirant prendre l'AOMC à la gare de St-Triphon Village doivent emprunter la route de la Condémine. Cette route est limitée à 80 km/h sans éclairage, sans marquage au sol et sans restriction concernant le trafic poids lourds. Depuis quelques années le trafic s'est intensifié tant au niveau des voitures de tourisme que des camions et camionnettes d'entreprises. En effet, bon nombre de ces conducteurs passent par cette route qui permet de rejoindre la route cantonale industrielle et qui est ainsi un raccourci pour atteindre Monthey.

A l'heure actuelle, de plus en plus de personnes désirent emprunter les transports publics. Il s'agit autant d'apprentis, d'étudiants, de travailleurs que de touristes qui viennent visiter le jardin botanique et la Tour ou encore des grimpeurs venant s'entraîner dans la zone d'escalade. Il nous est même arrivé de voir passer des courses d'école le long de cette route.

Malheureusement, le trafic tel qu'il est autorisé sur cette route est actuellement dangereux pour ces piétons, qui plus est le matin tôt en hiver ou en fin de journée lorsqu'il fait nuit. Il est vraiment à craindre qu'un incident ou accident se produise

J'ai donc l'honneur, au vu de ce qui précède, d'interpeller la Municipalité au travers des questions suivantes :

- *Est-il vrai que le projet de déplacement de la gare de St-Triphon Village au Lombard n'est plus d'actualité ?*

- *La Municipalité est-elle consciente que ce tronçon, le long de la route de la Condémine, est dangereux pour les piétons ?*
- *Dans ce contexte, des études de sécurisation du tronçon « fin de localité de St-Triphon Village - Gare AOMC de St-Triphon Village » ont-elles déjà été effectuées ?*
- *Quelle est la position de la Municipalité (ou du Canton) sur cette problématique ?*

En vous remerciant, de donner suite à cette interpellation dans les délais impartis, je vous présente, Monsieur le Syndic, Madame et Messieurs les Municipaux, mes salutations distinguées. »

Signé : Stéphanie Genoud

Cette interpellation est soutenue par 5 Conseillers.

M. le Syndic Patrick TURRIAN indique que la Municipalité répondra à la prochaine séance du Législatif.

Au sujet de l'accès au village, M. Olivier DUBI se demande ce qu'il en est d'une desserte par MobiChablais.

Ce point sera traité dans la réponse de la Municipalité.

17. Propositions individuelles

1. M. Florian DAVEN s'exprime au sujet de la circulation et du stationnement dans le village d'Ollon en ces termes : « *Certains d'entre vous auront pu le remarquer, la Rue de la Tour est à nouveau à sens unique dans sa partie supérieure. En plus des cyclistes, vous nous aviez annoncé lors de la fin des essais qu'il se pourrait qu'il y ait également des exceptions pour les véhicules agricoles et les services d'urgence. Qu'en est-il ? Et qu'en est-il de l'obligation de tourner à droite en arrivant depuis le Chemin de la Roche ? Même question pour le bas de la Distillerie ? Stationnement : Les personnes qui ont lu le dernier boyard auront pu constater que la Municipalité a décidé de changer les « horaires » du parking sous le kiosk, en passant celui-ci de 15 heures à 3 heures dans sa partie haute. Et ceci en vue de préserver les places pour les commerces du village. Ceci est tout à fait compréhensible et appréciable mais en connaissant les problèmes de parcage à Ollon, plusieurs questions me viennent à l'esprit. 1- Bien que cela soit honorable, n'est-il pas exagéré de prévoir 26 places pour la dizaine de commerces que compte le centre du village ? 2- Avez-vous prévu cette limitation de 3 heures seulement la journée ? Par exemple de 7h à 19h ? Ou celle-là sera-t-elle effective en permanence ? Car plusieurs fois dans l'année nos sociétés locales, que je préside, organisent des manifestations à la Grande Salle et ont besoin d'un parking le soir afin de pouvoir accueillir leurs visiteurs. 3- Il n'y a pas que des voitures ventouses sur ce parking. Des citoyens s'en servent également comme « Park & Rail » en arrivant des hameaux ou alors, les habitants du village l'utilisent simplement la nuit, certes pas à 100% mais tout de même, car ils n'ont pas de possibilité de se garer chez eux. Je vous remercie pour vos explications.» Intervention signée : Florian DAVEN.*

M. le Municipal Jean-Luc CHOLLET apporte les réponses suivantes :

- Au sujet de la Rue de la Tour et du sens interdit dans la partie supérieure, il confirme qu'il est maintenant définitif. Cette décision est consécutive à l'essai concluant de 3 mois. Les véhicules agricoles seront autorisés, notamment pour les propriétaires des caves qui sont situées dans le quartier.
- Le bas de la Rue de la Distillerie : la Commune souhaitait mettre en place ces nouvelles signalisations simultanément à celle de la Rue de la Tour, mais le Canton impose d'attendre la création du rond-point de la Monnaie, prévu au printemps prochain, pour mettre en application les interdictions de tourner à gauche sur la route cantonale, pour rejoindre la voie de circulation direction Monthey et en venant d'Aigle pour remonter cette rue. Le motif invoqué est que la distance pour aller tourner au rond-point du Bruet est trop éloignée.
- En ce qui concerne le parking, le temps de parcage de la place supérieure va être passé à 3 heures pour une période d'essai durant cet été. D'une récente discussion avec leur représentant, il apparaît que les commerçants sont favorables à cette option. Cet essai permettra un temps de réflexion et d'observation avant de prendre une décision finale, en tenant compte de tous les paramètres liés à cette place, tels que l'Eco-point, le « Park & Rail », les manifestations villageoises en journée et en soirée etc. Selon M. le Municipal, tout reste modifiable.

M. Florian DAVEN demande encore ce qu'il en de l'interdiction de tourner à droite pour rejoindre le chemin de la Roche et son débouché sur le chemin de la Tour.

M. le Municipal Jean-Luc CHOLLET indique que cette interdiction ne sera pas mise en application. Il a été décidé de laisser cette liberté aux habitants du quartier. Il est aussi misé sur le bon sens des automobilistes en transit pour qu'ils passent par le Lombard pour rejoindre la route cantonale.

M. Florian DAVEN reste sceptique sur ce dernier point mais remercie M. le Municipal pour ses réponses.

2. M. Roberto VALTERIO remercie M. DAVEN pour son intervention et déclare : « *s'il y avait un doute sur la bonne volonté des gens à ne pas tourner par la Roche pour contourner le sens unique, je suis désolé d'indiquer que ce n'est pas le cas, il n'y a pas de bon sens puisqu'il a fallu moins d'une demi-journée pour voir augmenter fortement le trafic par la Roche par tous les gens qui veulent contourner le sens unique.* »

   En complément de la réponse de son homologue J.-L. CHOLLET, M. le Municipal Philippe PASTOR indique que cette décision découle de l'avis de M. BRUN, responsable de la signalisation pour le Canton de Vaud.

3. Toujours en rapport à la Rue de la Tour, M. Stéphane COSANDEY relève une incohérence au niveau de la signalisation qui indique à la fois un sens interdit et la direction à suivre pour se rendre chez 2 vignerons dont le négoce est établi dans la zone.

   M. le Municipal Jean-Christophe LACK répond qu'il s'agit d'un fâcheux concours de circonstances qui a fait que ces panneaux ont récemment été posés en suivant le plan établi l'année dernière dans le cadre du concept de signalétique régionale. Ils seront enlevés prochainement.

4. Concernant la Route de la Distillerie, de l'avis de M. Olivier DUBI, le problème majeur provient des véhicules qui viennent depuis le Bruet et qui remontent cette rue. Ce sont principalement eux qui augmentent le trafic en transitant par cet axe. En revanche, selon M. le Conseiller, les automobilistes qui viennent depuis Aigle sont, pour la plupart, des habitants des quartiers sous Gare qui rejoignent leur domicile. M. DUBI considère que tous ces sens uniques incitent plutôt les automobilistes à chercher coûte que coûte des raccourcis.

   M. le Municipal Jean-Luc CHOLLET répond qu'on ne peut malheureusement pas condamner tous les accès dans les quartiers de villas.

   M. Robert UNDERWOOD préconise de mettre en place cette signalisation et d'observer l'impact de ces changements sur le trafic. Après il sera alors possible d'opérer des modifications.

5. Au nom du groupe des Verts, Mme Stéphanie GENOUD donne lecture d'une intervention intitulée : « Circuits courts : remerciements » qui est reproduite in extenso ci-après :

   « La crise du COVID-19 a rappelé une nouvelle fois l'importance d'avoir une économie locale forte, résiliente et résistante aux chocs. Renforcer ce tissu économique de proximité nous permettra aussi de nous préparer à la prochaine crise à laquelle nous devrons faire face : la crise climatique. La promotion des circuits courts entre agriculteurs-trices et consommateurs-trices fait partie des mesures à mettre en place afin de lutter contre ces bouleversements, ou du moins à en limiter les effets.

   Promouvoir les circuits courts signifie réduire les distances d'acheminement des produits et encourager une agriculture locale attentive au respect de l'environnement. Cela favorise également les emplois locaux, améliore la traçabilité et renforce les liens entre agriculteurs-trices et consommateurs-trices.

   Les circuits courts répondent aussi à une demande croissante de la part de la population qui s'est largement tournée vers la vente directe et les producteurs et commerces locaux lors de la crise du COVID-19. Cette pandémie a fait prendre conscience à bon nombre d'entre-nous de la nécessité de relocaliser notre alimentation. Force est de constater que nous sommes déjà bien gâtés en matière de commerce local puisque tant sur le haut de la commune que sur le bas, chaque habitant a loisir de se rendre dans une laiterie, une boucherie, une boulangerie, un magasin de fleurs, une pharmacie-droguerie ainsi que diverses épiceries où l'on peut s'approvisionner en produits locaux.

   Nous tenons ainsi à remercier la Municipalité pour les efforts qu'elle fournit afin de promouvoir et développer ces circuits courts, notamment grâce à la mise en place de la carte de fidélité COVID-19 proposée dans le dernier Boyard, une initiative que nous louons tout particulièrement. Nous remercions aussi la Municipalité de mettre en valeur, régulièrement et tout au long de l'année, les produits de la région lors de réceptions officielles et le fait qu'elle s'efforce de privilégier dans la mesure du possible des fournisseurs locaux pour les cantines scolaires. La Municipalité permet également la tenue d'un marché à Villars, ce qui encourage fortement la distribution de produits régionaux. Les futurs développements possibles se feront peut-être sous la forme d'un marché sur les

bas de la commune, d'une ou plusieurs maisons du terroir, qui sait ? L'avenir nous le dira...

Peut-être que nous pourrions aussi, nous, conseillers communaux, soutenir le commerce local ? Nous aimerions proposer pour la prochaine législature de faire payer les jetons de présence des conseillers communaux sous forme de bons, à faire valoir chez les commerçants et artisans de la commune. Ceci n'étant pour l'instant qu'un simple vœu, il sera à discuter et à débattre tous ensemble lors d'une prochaine intervention. »

6. M. Benoît FLEURY intervient au niveau du parcage à Villars et dénonce le fait que près du 50 % des automobilistes ne respectent pas les règles. Si ce problème n'est pas nouveau, il s'est passablement accentué durant cette crise du COVID. Dans la volonté de consommer local, cette indiscipline est un frein. Il prend l'exemple des places devant sa pharmacie qui sont occupées à longueur de journées par les mêmes véhicules qui empêchent ses clients de se garer quelques minutes. Il souligne que ces voitures ventouses appartiennent pour la plupart à des locaux. Face à cette problématique, M. le Conseiller demande à ce que la Municipalité ordonne une augmentation de la fréquence des contrôles en sachant que les mauvaises habitudes sont majoritairement prises par les indigènes et que les touristes sont bien plus respectueux pour payer leur parking. M. FLEURY estime que vis-à-vis de tous ces gens, il y a lieu d'agir. Il préconise que la fréquence des contrôles soit la même tout au long de l'année car il constate qu'à l'entre-saison les mauvaises habitudes refont vite surface.

   M. le Municipal Jean-Luc CHOLLET prend note de l'intervention de M. FLEURY et la relayera aux responsables de la Police du Chablais. Il est également d'avis que ces comportements ne n'ont pas lieu d'être et doivent être sanctionnés.

7. Mme Caroline GANZ informe l'Assemblée que suite à l'étude menée l'année passée auprès des habitants du plateau de Villars-Gryon, âgés de 60 ans et plus, les résultats ont mis en évidence, entre autres, un manque de lieux de rencontres et d'animations régulières sur le plateau de Villars pour les séniors. Fort de ce constat, l'Exécutif a mandaté M. Philippe PASTOR pour former un groupe de travail afin de pallier à ce manque. Dans ce but, ce dernier a approché l'intervenante ainsi que Mme Janique BONZON et toutes deux ont accepté de se pencher sur la question. Mme la Conseillère indique qu'elles sont sur le point de créer l'Association à but non lucratif baptisée les Gentianes avec l'objectif la mise sur pied de rencontres et d'activités mensuelles pour les séniors. Inspirées par ce qui se fait depuis plusieurs années par le « Bel Âge » à Gryon, un calendrier et un budget ont été établis. L'Association Les Gentianes débutera ses activités au mois de septembre prochain. Mmes BONZON et GANZ recherchent des personnes qui accepteraient de les aider dans cette organisation ainsi qu'un/une animateur/trice. Ainsi, si quelqu'un est intéressé ou connaît des personnes susceptibles de l'être, il y a lieu de prendre contact avec l'une ou l'autre des prénommées.

8. M. Pierre MEYLAN a pris connaissance, par les médias, de la nomination de M. Sergei ASCHWANDEN à la présidence de la Fédération suisse de judo. Il imagine qu'avant cela, à travers ses différentes fonctions et mandats son taux d'activité était déjà à 100 %. M. le Conseiller suppose que ses nouvelles charges seront sûrement conséquentes et cela l'amène à demander à la Municipalité, si le travail de M. ASCHWANDEN au sein de la Commune d'Ollon va changer ?

M. le Municipal Nicolas CROCI TORTI, également Président du Conseil d'administration du Centre des Sports de Villars, explique que tout comme le Président de l'Office du Tourisme, M. François BIANCHI, deuxième employeur de M. Sergei ASCHWANDEN, ont longuement examiné la demande de ce dernier avant de lui donner leur aval. Il indique que ce dernier renonce à d'autres engagements qu'il avait déjà dans le milieu du judo tels que l'animation de son propre camp et son siège au comité d'une association œuvrant à la promotion de ce sport. Il a estimé que sa nouvelle fonction lui prendrait une dizaine d'heures par mois car il a exigé d'être épaulé au sein du Comité national afin de répartir les tâches. Dès lors, il a été convenu avec l'intéressé que tout engagement dévolu à cette activité qui serait effectué en semaine, serait décompté de ses jours de vacances.

M. le Syndic Patrick TURRIAN indique que même si la Municipalité n'est pas l'employeur direct de M. ASCHWANDEN, elle va être vigilante, tout comme le seront les Présidents du Centre des Sports et de Villars Tourisme pour s'assurer que le Directeur de station ne devienne pas progressivement moins présent. Il souligne cependant qu'il n'est pas possible d'empêcher quelqu'un d'avoir un mandat associatif.

9. M. Robert SCULATI sollicite la Municipalité pour qu'elle intervienne auprès de MobiChablais afin que les chauffeurs de leurs bus respectent les limitations de vitesses dans les villages. Outre l'aspect du danger et le spectre d'un accident, ce n'est de loin pas agréable pour les passagers de se faire généreusement balloter durant le trajet.

   M. le Syndic Patrick TURRIAN prend note et relayera la remarque dès le lundi 22 juin car il a justement, ce jour, une séance de travail avec les TPC. M. le Syndic profite d'informer l'Assemblée d'une nouvelle qui réjouit la Municipalité à savoir que l'étude d'un concept MobiChablais « Alpes » est en cours de réalisation et que Villars pourrait être la station test.

10. M. Daniel DURGNAT intervient à propos de la sécurité aux abords des collèges de Villars et plus particulièrement du danger que représentent les haies bordants les routes qui se trouvent à proximité des établissements et qui masquent la visibilité des automobilistes et des piétons. Il demande à ce que des contrôles soient effectués afin de faire respecter la législation régissant les haies et les arbres bordant un axe de circulation.

    M. le Municipal Philippe PASTOR prend note de la remarque qui sera transmise pour application à la Police du Chablais.

11. M. Olivier DUBI, en regard de la situation économique malmenée par la crise découlant de la pandémie actuelle de la COVID-19 et qui augure d'années à venir difficiles, propose d'utiliser le fonds provenant de la taxe sur l'énergie pour mener des actions de soutien.

    M. le Syndic Patrick TURRIAN estime que ce n'est pas réalisable en regard des comptes 2019 et de la marge d'autofinancement proche de 5 millions ainsi que de la volonté municipale de poursuivre l'encouragement à la mobilité douce et au développement durable. Il considère que ce ne serait pas un bon message que de sacrifier cette taxe en la destinant à autre chose que ce à quoi elle a été votée. A moins que cela soit une volonté du Conseil de revoir cette stratégie, il voit mal la

Municipalité faire un pas en arrière mais le sujet sera abordé au sein du Collège. M. TURRIAN reconnaît que les prochaines années s'annoncent difficiles et que des investissements importants vont arriver. Il indique d'ailleurs que le prochain Conseil devra se prononcer sur le préavis de l'agrandissement du Collège de Perrosalle qui sera de l'ordre de 35 millions et que, par conséquent, les amortissements impacteront les comptes communaux sur une longue période. Selon M. le Syndic, il faudra certainement revoir les priorités des prochains investissements à réaliser. Il estime cependant que cette taxe prélevée sur la consommation électrique doit garder son but premier, à savoir l'encouragement au développement durable et à la mobilité douce.

12. M. Roberto VALTERIO revêt sa casquette de sapeur-pompier et membre de l'Etat major du SDIS des Salines pour annoncer à l'Assemblée que, à partir du mois de juillet, 2 nouveaux camions Tonnes-pompes, équipés des toutes dernières technologies, entreront en service pour la sécurité de la population sur l'ensemble du territoire du SDIS. Un véhicule sera basé à Villars et l'autre à Bex. Il précise que c'est l'ECA, Etablissement Cantonal d'Assurance, qui a financé ces véhicules pour une somme d'un million de francs.

13. M. Yann PELLISSIER demande si les résultats du sondage envoyé à la population au sujet de l'avenir de la patinoire étaient déjà connus et s'il y a un rapport avec les investissements qui figuraient dans le préavis qui a été reporté.

    M. le Municipal Nicolas CROCI TORTI répond que les résultats sont tombés et fait savoir qu'il y a plus de 1400 questionnaires qui sont rentrés dont env. 1200 complets, le solde étant des formulaires partiellement remplis. Tous ces résultats vont être compilés et analysés par l'Université de Neuchâtel et ils seront dévoilés à l'automne lors d'une présentation publique qui sera probablement tenue à Villars. Les Conseillers communaux seront informés prioritairement.

14. M. Jean-François THEUBET, sur le même sujet, fait remarquer que la formulation du questionnaire était « bizarre » et a trouvé qu'il n'était pas aisé d'y répondre au vu de cela. Selon lui un « sans avis » (qui n'était pas possible de cocher) ne correspond pas à un « pas du tout » et n'a pour le moins pas la même interprétation. Il espère qu'il en sera tenu compte dans l'établissement des résultats, car il considère que les réponses étaient autoguidées.

Arrivée au terme de son mandat, Mme la Présidente adresse quelques mots à l'Assemblée en faisant part d'un petit goût d'inachevé pour n'avoir eu à diriger que 3 séances. Elle relève cependant le plaisir qu'elle a eu dans l'accomplissement de sa fonction et souhaite à son successeur, M. Manuel DULEX, qu'il en soit de même.

La séance est levée à 22h.10.

A noter que, en raison de la pandémie de la COVID-19, la traditionnelle agape marquant la fin de présidence n'a pas lieu.

La Présidente

J. Bonzon

La Secrétaire

E. Jelovac

CANTON DE VAUD - CONSEIL COMMUNAL D'OLLON

PRÉFECTURE DU DISTRICT D'AIGLE

12 novembre 20

COMMUNE D'OLLON

LA MUNICIPALITE

Ollon, le 11 juin 2020 / PA

COMMUNICATION MUNICIPALE

Vignes communales

Madame la Présidente, Mesdames les Conseillères et Messieurs les Conseillers,

Pour répondre au souhait du Conseiller Stéphane COSANDEY, émis lors du Conseil communal du 13 décembre 2019 à propos de la vigne communale, nous vous communiquons un point de situation portant sur les années 2012 à 2019 ainsi que sur les travaux projetés.





AUX TORMES – ROUTE DE VERSCHIEZ

Sur fil de fer - Configuration difficile (accès).

Entre 1993 et 2007 cette vigne a produit du Chasselas et l'acquit*, qui fixe les droits de production maximale de la vigne, était fixé à 648 litres soit 1,12 par m².

A partir de 2008 elle a produit du Rouge Gamaret AOC, dont l'acquit était fixé à 463,20 litres, soit 0,80 par m².

*L'acquit est un document officiel, établi par le service sur la base des données du registre cantonal des vignes, fixant les droits de production maximale par surface. La production de raisins de table n'est pas prise en compte dans les acquits.

EN EPESSE – ROUTE DE VILLARS

Plantée en 1992, essentiellement de Pinot noir sur fil de fer en terrasses. Configuration simple.

Entre 1995 et 2015, cette vigne a produit du Pinot noir et d'autres cépages rouges dont l'acquit était fixé aux alentours des 7'000 litres, soit 0,88 par m². AOC

L'année 2011 a quant à elle marqué le début de la production de notre millésime Pinot noir grand cru, habillé de l'étiquette « Les Loups », tirée des croquis réalisés par l'artiste Olivier ESTOPPEY pour sa « Meute de loups » du Col de la Croix.

VIGNERON – TÂCHERON

Régi par le contrat-type de vignolage pour le district d'Aigle, adopté par le Conseil d'État du Canton de Vaud, le 27 juillet 1994.

Pour rappel, du 1er novembre 1995 au 31 octobre 2015, le mandat était assuré par M. Didier BADAN.

En 2015, la Municipalité a décidé de remettre le mandat en soumission aux vignerons domiciliés sur la Commune d'Ollon. Ainsi, depuis le 1er novembre 2015 ce sont MM. André et Pascal POUSAZ qui travaillent la vigne communale.

QUANTITÉ DE RAISIN POUR UNE BOUTEILLE DE 75 CL

Tous les cépages ont des propriétés particulières et la quantité est dès lors variable mais, en principe, il y a lieu de compter qu'environ un kilo de raisin équivaut à une bouteille de 75 cl. Le coefficient se situe en général entre 0.70 et 0.75.



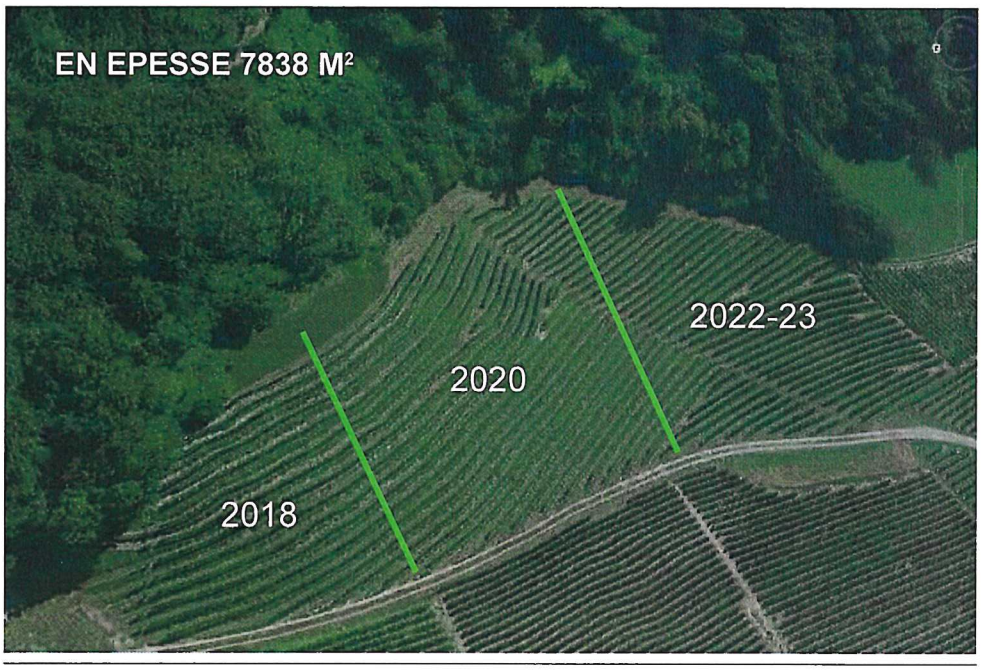
RÉCAPITULATIF COMPTE 330 VIGNES DE 2012 À 2019

Le CF 330 « VIGNES » comprend l'ensemble du vin produit par les vignes communales, ce qui représente environ 600 bouteilles de Pinot noir (636 pour 2019). Celui-ci est consommé lors des réceptions officielles organisées par la Municipalité ou offert aux sociétés locales pour des manifestations ou lors d'assemblées générales. Des bouteilles peuvent également être remises en cadeau par différents services. Ce vin est réservé au seul usage de la Commune et n'est pas commercialisé.

Pour des raisons de simplification comptable, ces consommations ne sont pas imputées dans les différents centres de frais concernés.

	Charges	Revenus	Kilos livrés de raisin	Frais de Vinification
2012	36'665.75	22'804.85	5'694	5'753.70
2013	39'360.60	21'961.35	4'990	5'412.20
2014	35'131.40	18'391.75	3'233	5'442.10
2015	30'493.25	15'131.10	3'079	Pas de mise en bouteille
2016	41'461.45	10'680.65	4'161	5'746.50
2017	40'352.15	16'027.75	3'982	5'746.50
2018	55'975.10	23'623.45	9'277	5'360.25
2019	40'711.60	33'181.65	8'386	5'868.55

NOUVEAU PROJET – EN EPESSE DÈS 2017



La vigne ne remplissant pas les acquits en raison de cépages peu productifs, ainsi que des largeurs de rangs trop importantes, il a été décidé de replanter cette parcelle. Ce changement a été planifié en trois étapes qui s'étalent de 2018 à 2024. Cela aura pour conséquence d'améliorer la production et de n'y planter plus que du Pinot noir et du Chasselas.

Avec des rangs plantés dans le sens de la pente et une densité de plantation de 160 x 80 cm, le raisin sera mieux exposé au rayonnement du soleil.

Le remplacement d'un tiers du Pinot, soit environ 2'612 m², par du Chasselas qui produit normalement 1,2 kg par m² permettra une augmentation des revenus annuels estimée à environ Fr. 2'500.--.

Le bien-fondé de ce changement de cépage est conforté par l'extrait de l'article intitulé « vendanges 2018 : qualité et quantité sont au rendez-vous » paru dans le numéro hors-série Numerus (page 3) de juillet 2019 édité par STATISTIQUE VAUD :

LE CHASSELAS RESTE LE CÉPAGE ROI

La progression des cépages rouge dans le canton se conjugue avec un recul des cépages historiques et, en particulier, du Chasselas (F7). Cette tendance est particulièrement vive entre 2000 et 2010. Durant ces dix années, le Chasselas a reculé de plus de 320 hectares, soit une baisse d'environ 10 %. Cette période coïncide avec les subventions à l'arrachage offertes par la Confédération. L'objectif était de favoriser le remplacement d'une partie du Chasselas par des cépages plus adaptés aux nouveau gouts des consommateurs. Cette volonté s'est largement amenuisée depuis le début des années 2010 et on assiste à un retour en grâce du terroir local et historique. Les surfaces plantées en Chasselas sont relativement stables depuis lors. En 2018, il occupe encore plus de 2000 hectares dans le Canton, soit près de 60 % de la surface viticole.

Veuillez agréer, Madame la Présidente, Mesdames les Conseillères et Messieurs les Conseillers communaux, nos salutations distinguées.

La Municipalité

COMMUNE D'OLLON

LA MUNICIPALITE

Ollon, le 11 mai 2020 / IJ

COMMUNICATION MUNICIPALE

Aussi vite que possible, mais aussi lentement que nécessaire...

Madame la Présidente, Mesdames les Conseillères, Messieurs les Conseillers,

La pandémie COVID-19 a obligé les Communes à prendre des décisions et mettre en place des mesures en fonction des directives édictées par les plus hautes instances fédérales et cantonales.

Ainsi, depuis le 13 mars dernier, votre Municipalité a agi, en :

- Nommant un groupe de travail « Pandémie » au sein duquel font partie des représentants de l'Autorité, du domaine médical, de la sécurité (EPOC et ORPCi) et des Services communaux
- Fermant au public les bureaux de l'Administration communale (réouverture le 4 mai)
- Organisant pour ses collaborateurs le télétravail, en aménageant les horaires et places de travail ainsi que des tournus au sein de tous les Services communaux. Les apprentis ont suivi leurs cours professionnels, par internet, depuis leur domicile
- Tenant toutes ses séances hebdomadaires dans sa salle habituelle avec une partie de ses membres en visioconférence. Les séances réunissant plus de personnes (jusqu'à 15) ont été déplacées à la Salle du Conseil communal, aménagée en conséquence
- Réceptionnant une cargaison de matériel chirurgical (masques, lunettes et blouses) offert par des familles chinoises d'élèves d'Aiglon Collège, à Chesières. Une partie a été distribuée aux pharmacies et aux médecins pour leurs propres besoins. Le solde est stocké pour parer au plus pressé en cas de seconde vague de propagation du coronavirus
- Annulant la séance du Conseil communal du 8 mai et organisant celle du 19 juin dans les locaux des tennis couverts du Centre des Sports de Villars

COMMUNE D'OLLON

Ollon, le 15 mai 2020 / PA

LA MUNICIPALITE

COMMUNICATION MUNICIPALE

Projet de gravière à Ollon

Madame la Présidente, Mesdames les Conseillères et Messieurs les Conseillers,

En fin d'année passée, certains d'entre-vous ont pu apercevoir la présence de foreuses dans la plaine en bordure de la Gryonne, sur des terrains privés. Cette zone, située de part et d'autre du cours d'eau, entre les voies CFF et Salaz, fait partie du Plan directeur cantonal des carrières (PDCar). Celui-ci, basé sur la Loi fédérale sur la protection des eaux souterraines, exclut désormais l'extension ou la création de gravière le long du Rhône, raison pour laquelle l'entreprise Orlatti, accompagnée par un bureau d'hydrogéologue et munie des autorisations cantonales nécessaires, a procédé à des forages de reconnaissance. Il ressort de ces derniers qu'un potentiel intéressant se trouve dans la partie inférieure de la zone située entre la Route Cantonale et les voies CFF. La quantité de gravier pourrait s'élever de 500 à 600'000 m³. L'étude étant en cours, la susnommée reprendra contact avec la Municipalité afin de lui faire part de ses conclusions.

L'Exécutif rappelle que ce mode de faire est régi par la Loi sur les carrières et son Règlement d'application (RLCar). Le gisement potentiel en question faisant partie du Plan directeur et si les études se montrent concluantes, il s'agira ensuite d'établir un plan d'extraction dont les grandes lignes sont décrites à l'art. 11 du RLCar (notamment les zones d'affectation, constructions et équipements existants et projetés, limites de propriétés, toutes données permettant d'évaluer l'impact sur l'environnement et les mesures propres à réduire cette incidence et la rendre supportable).

Il est encore intéressant de savoir que les exploitations de plus de 300'000 m³ font l'objet d'une étude d'impact sur l'environnement selon les dispositions de l'Ordonnance fédérale y relative dont l'art. 12 précise que le plan détermine les tronçons de routes cantonales ou communales pour lesquels une participation financière pour l'usage accru de la chaussée pourra être exigée de l'exploitant et des propriétaires. Des garanties financières sont exigées et les conditions de remise en état des lieux sont fixées dans le plan d'extraction et le permis d'exploiter.

La Municipalité a récemment convoqué l'entreprise Orlatti pour obtenir des éclaircissements et, lors de cette séance, les questions des accès et des nuisances (bruit et poussière) ont d'ores et déjà été abordées. Un avant-projet plus détaillé sera prochainement présenté à l'Autorité lorsque les études précitées seront terminées. Par ailleurs, il est utile de préciser que ce projet est sis hors zone à bâtir et que la Commune d'Ollon n'a pas de marge de manœuvre quant à la délivrance de l'autorisation d'exploiter (ce projet ne concerne aucune parcelle communale).

Ceci exposé, la Municipalité ne manquera pas d'informer plus en détail le Conseil communal, vraisemblablement cet automne et vous prie d'agréer, Madame la Présidente, Mesdames les Conseillères et Messieurs les Conseillers communaux, nos salutations distinguées.

La Municipalité

COMMUNE D'OLLON

Ollon, le 2 juin 2020 / AD / PA

LA MUNICIPALITE

COMMUNICATION MUNICIPALE

Chlorothalonil : situation dans la Commune d'Ollon

Madame la Présidente,
Mesdames les Conseillères et Messieurs les Conseillers communaux,

Vous avez certainement entendu parler de la présence de métabolites de chlorothalonil dans les eaux potables de plusieurs régions du plateau suisse, dont les médias ont largement fait écho.

Par cette communication la Municipalité tient à rassurer votre Conseil quant à la qualité de la source du Poutet qui alimente toute la Commune d'Ollon en lui indiquant qu'elle ne contient pas de telles substances ce qui est, au demeurant, fort réjouissant.

Pour rappel, selon de nombreux constats, la présence de ces fongicides provenant de l'agriculture et de la viticulture se retrouvent aujourd'hui dans les nappes phréatiques d'où nombre de Communes puisent leur eau potable. Face à ces éléments, l'été dernier, l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG), a décidé d'interdire purement et simplement l'utilisation de ces pesticides à partir du 1er janvier écoulé.

Dans le même temps, il a été demandé à tous les fournisseurs d'eau de vérifier que la teneur en chlorothalonil ne dépasse pas les 0.1 microgramme/litre dans les réseaux d'eau potable. Par ailleurs, le Canton de Vaud qui procédait initialement au contrôle de la qualité de l'eau, a délégué, depuis le 1er janvier 2020, cette tâche aux Communes.

La Municipalité et son Service des eaux restent bien entendu très attentifs à la qualité de l'eau distribuée sur le territoire communal et prennent grand soin de la préserver. Il est à relever que les sources qui alimentent les boyardes et boyards, à savoir celles du Poutet et, dès la fin de l'année, de la Rippaz, se situent au-dessus de 1'000 mètres d'altitude et de ce fait leurs captages ne risquent pas d'être contaminés par de tels produits.

En ce qui concerne le puits n° 1 des Grandes Iles d'Amont, celui-ci a été fermé à la fin de l'hiver et, dès l'automne prochain, le relais sera pris par l'eau provenant des sources de la Rippaz lorsque le Poutet sera à l'étiage.

Veuillez agréer, Madame la Présidente, Mesdames les Conseillères et Messieurs les conseillers communaux, nos salutations distinguées.

LA MUNICIPALITE

COMMUNE D'OLLON

Ollon, le 15 juin 2020 / AD / PA

LA MUNICIPALITE

COMMUNICATION MUNICIPALE

Concept énergétique
Réponse à M. le Conseiller Stéphane COSANDEY

Madame La Présidente,
Mesdames les Conseillères et Messieurs les Conseillers communaux,

Lors de la séance du Législatif de décembre dernier, M. le Conseiller communal Stéphane COSANDEY avait interpellé la Municipalité afin qu'elle dresse un bilan des actions effectuées depuis le rapport produit en 2012 par la société Bio Eco.

Aussi, la Municipalité a mandaté ce même bureau afin d'établir un état de la situation actuelle et le rapport y relatif est parvenu en mains de l'Exécutif au début de ce mois de juin.

Le Collège municipal se doit maintenant de l'analyser de concert avec la Commission du développement durable, de passer en revue chaque action et de vérifier si chacune d'elle doit être poursuivie, est terminée ou, si rien n'a été entrepris, d'en déterminer la-les raison-s.

Pour rappel, le concept énergétique d'une Commune se base sur une liste d'actions bien définies et répertoriées dans un outil mis à disposition par le Canton de Vaud. Toutefois, ce dispositif est en cours de révision et n'est par conséquent plus disponible. Néanmoins, une comparaison du plan d'actions établi en 2012 avec celui qui vient d'être actualisé permettra à la Municipalité de démontrer à votre Conseil que bien des actions ont été menées à terme, que quelques-unes sont en passe de l'être et que, même si elles ne faisaient pas partie de la liste de départ, toute une série d'actions ont également été réalisées.

L'Exécutif, avec le concours de la Commission du développement durable, va poursuivre l'établissement de cette synthèse afin d'en ressortir un bilan et, surtout, de définir le plan d'actions futures au sujet duquel vous serez informés à l'occasion d'une prochaine séance de l'Organe délibérant.

Veuillez agréer, Madame la Présidente, Mesdames les Conseillères et Messieurs les Conseillers communaux, nos salutations distinguées.

LA MUNICIPALITE

COMMUNE D'OLLON

LA MUNICIPALITE

Ollon, le 25 mai 2020 / PA

COMMUNICATION MUNICIPALE

Association « Alpes Vivantes » - Quésaco ?

Madame la Présidente, Mesdames les Conseillères et Messieurs les Conseillers,

En fin d'année 2019, l'Association « Alpes Vivantes » dont le siège et à Ollon, organisation régionale à but non lucratif, a été fondée, sous l'initiative du WWF Suisse, regroupant les Communes d'Aigle, Gryon, Leysin et Ollon et, depuis cette année, celles de Lavey-Morcles et Bex.

La Mple Sally-Ann JUFER en assure la co-présidence avec Mme Marie-José PETETOT, chargée de projet du WWF Vaud en aménagement du territoire. Le Comité est composé de 5 membres des Communes fondatrices et de 5 acteurs spécialisés dans le développement durable.

L'Association est active sur le périmètre des Communes des Alpes vaudoises à l'exception toutefois du Parc naturel régional « Gruyère - Pays-d'Enhaut ».

Sa création et la structure ont été financées par la Fondation pour la nature MAVA ainsi que par le WWF Suisse.

L'objectif à long terme de cette Association est de mettre en valeur la richesse biologique et les habitats de valeur écologique des Alpes vaudoises, le tout en gérant des projets concrets au sein d'une organisation régionale.

Il est intéressant de préciser qu'une approche durable de mise en valeur profite non seulement aux espèces rares, mais également au développement du tourisme « 4 saisons » ainsi qu'à la population locale.

Le plan d'action et les missions de l'Association sont disponibles sur le site www.alpesvivantes.ch.

Le Comité a lancé ce printemps une campagne de sensibilisation sur la faune en milieu urbain dans les Alpes vaudoises sur les thèmes des hérissons et des écureuils, en collaboration avec l'association « Nos Voisins Sauvages ». Les citoyens de la région concernée et les Boyards (voir page 13 du bulletin communal et sur site internet communal www.ollon.ch) seront invités à partager leurs observations.

Veuillez agréer, Madame la Présidente, Mesdames les Conseillères et Messieurs les Conseillers communaux, nos salutations distinguées.

La Municipalité

COMMUNE D'OLLON

Ollon, le 25 mai 2020 / PA

LA MUNICIPALITE

COMMUNICATION MUNICIPALE

Antenne de téléphonie mobile 5G et Clocher d'Ollon

Madame la Présidente, Mesdames les Conseillères, Messieurs les Conseillers,

Des bruits courent au village et sur les réseaux sociaux qu'une antenne 5G a été installée à l'intérieur du clocher de l'Eglise St-Victor, à Ollon...

Soucieuse d'être transparente avec le Législatif boyard et la population qu'il représente, la Municipalité l'informe que ces ragots n'ont aucun fondement.

Il est à relever que, comme mentionné dans la réponse du 25 mars 2019 de la Municipalité à l'interpellation du Conseiller André BAUMANN concernant le développement du réseau 5G sur la Commune d'Ollon, le Clocher est un emplacement mis à disposition pour un mât d'antenne afin de limiter les nuisances visuelles d'une telle installation sur un toit ou une propriété privée du village d'Ollon qui, par ailleurs, est reconnu ISOS sur le plan fédéral.

Dès lors, bien qu'un contrat de location ait été signé entre la Commune d'Ollon et Swisscom à propos dudit clocher mais considérant qu'il s'agirait d'une nouvelle installation, cet opérateur devrait obligatoirement soumettre sa requête aux règles relatives à la mise à l'enquête publique et se conformer strictement à la législation ad'hoc (Ordonnance sur les rayons non ionisants / ORNI). A noter que la location n'entrera en vigueur qu'en cas d'installation effective et que, durant toutes les phases préparatoire et intermédiaire, celle-ci n'est pas exigible. Rappelons également que la Municipalité a, par courrier du 28 mars 2019, signifié à l'opérateur concerné qu'elle avait également accepté le moratoire souhaité par le Législatif dans sa séance du 22 du même mois. De ce fait, le dossier reste.

A ce jour, aucune demande de mise à l'enquête n'est parvenue sur la table de l'Exécutif. Fort-e de ce qui précède, chaque conseiller-ère peut dès lors informer la population de ces éléments.

Toutefois, la Municipalité souligne le fait que les opérateurs de téléphonie sont déjà en mesure d'installer la nouvelle technologie sur toute antenne existante et sans information préalable ce qui, une fois le moratoire levé par les instances fédérales, leur permettra de migrer instantanément afin d'augmenter la puissance de leurs installations.

Veuillez agréer, Madame la Présidente, Mesdames les Conseillères et Messieurs les Conseillers communaux, nos salutations distinguées.

La Municipalité

Interpellation Stéphanie GENOUD

TITRE DE L'INTERPELLATION

Sécurité des piétons pour atteindre la gare de St-Triphon Village

DÉVELOPPEMENT DE L'INTERPELLATION

Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les Conseillères et Conseillers, Madame et Messieurs les Municipaux,

Les personnes désirant prendre l'AOMC à la gare de St-Triphon Village doivent emprunter la route de la Condémine. Cette route est une route limitée à 80 km/h sans éclairage, sans marquage au sol et sans restrictions concernant le trafic poids lourds. Depuis quelques années le trafic s'est intensifié tant au niveau des voitures de tourisme que des camions et camionnettes d'entreprises. En effet, bon nombre de ces conducteurs passent par cette route qui permet de rejoindre la route cantonale industrielle et qui est ainsi un raccourci pour atteindre Monthey.

A l'heure actuelle, de plus en plus de personnes désirent emprunter les transports publics. Il s'agit autant d'apprentis, d'étudiants, de travailleurs que de touristes qui viennent visiter le jardin botanique et la Tour ou encore des grimpeurs venant s'entraîner dans la zone d'escalade. Il nous est même arrivé de voir passer des courses d'école le long de cette route.

Malheureusement, le trafic tel qu'il est autorisé sur cette route est actuellement dangereux pour ces piétons, qui plus est le matin tôt en hiver ou en fin de journée lorsqu'il fait nuit. Il est vraiment à craindre qu'un incident ou accident se produise.

INTERPELLATION

J'ai donc l'honneur, au vu de ce qui précède, d'interpeller la Municipalité au travers des questions suivantes :

- Est-il vrai que le projet de déplacement de la gare de St-Triphon Village au Lombard n'est plus d'actualité ?
- La Municipalité est-elle consciente que ce tronçon, le long de la route de la Condémine, est dangereux pour les piétons ?
- Dans ce contexte, des études de sécurisation du tronçon « fin de localité de St-Triphon Village – Gare AOMC de St-Triphon Village » ont-elles déjà été effectuées ?
- Quelle est la position de la Municipalité (ou du Canton) sur cette problématique ?

En vous remerciant, de donner suite à cette interpellation dans les délais impartis, je vous présente, Monsieur le Syndic, Madame et Messieurs les Municipaux, mes salutations distinguées.

St-Triphon, le 19 juin 2020 Stéphanie Genoud, conseillère communale

(laisser libre)

SOUHAIT

☑ Demande une réponse écrite (réponse repoussée au prochain conseil)

DÉPÔT

1. S. Gerard
2. [illegible]
3. E. Eschoppey
4. A. Baumann
5. C. Flütsch
6. N. Kirby

Chaque membre du Conseil peut, par voie d'interpellation, demander à la Municipalité une ***explication sur un fait de son administration****. Elle ne comprend ni le pouvoir d'annuler ou de modifier les décisions municipales, ni celui d'adresser des instructions impératives à la Municipalité.*

COMMUNE D'OLLON

LA MUNICIPALITE

Ollon, le 8 juin 2020 / PA

COMMUNIQUE DE PRESSE

Report du préavis 2020/01 « VILLARS - ECA 5139 – Centre des Tennis Réaménagement des tennis avec mise en place d'un centre de loisirs »

Madame, Monsieur les représentants de la presse régionale,
Madame la Présidente du Conseil communal,
Mesdames les Conseillères, Messieurs les Conseillers,

Dans sa séance hebdomadaire du lundi 8 juin, la Municipalité a décidé de reporter le préavis proposant un crédit d'investissement pour le réaménagement du Centre des tennis de Villars, géré par le Centre des Sports de Villars SA (ci-après : CDS)

Consciente que ce projet interpelle et suscite de nombreuses questions, la Municipalité souhaite que le Conseil d'administration et la Direction du CDS prennent le temps de rencontrer les différents acteurs sportifs et touristiques impactés par ce projet.

En vous priant de prendre bonne note de ce qui précède, nous vous adressons, Madame, Monsieur les représentants de la presse régionale, Madame la Présidente du Conseil communal, Mesdames les Conseillères, Messieurs les Conseillers, nos salutations distinguées.

La Municipalité

Contact : Nicolas Croci Torti, Mpl en charge de la communication - 079 332 42 05